

# Les choix stratégiques vis-à-vis de la Turquie

jeudi 21 décembre 2006, par [Margaret Beckett](#)

**Source : Le Monde, 13-12-2006**

**Demandez à n'importe quel homme politique européen de dresser la liste des défis auxquels sont confrontés ses compatriotes, voici la liste qu'il vous établira :**

La concurrence croissante de l'Asie ;

Les menaces sur notre approvisionnement énergétique ;

Les problèmes apparemment insolubles du Proche-Orient ;

La montée d'un extrémisme visant à élargir le fossé entre musulmans et non-musulmans ;

Le vieillissement de la population ;

La volonté de l'Europe de jouer un rôle plus actif dans le monde ;

La nécessité pour elle de s'attaquer aux problèmes de la drogue, du crime organisé et de l'immigration clandestine, à la fois sur son terrain et à ses frontières.

Imaginez maintenant un pays capable de relever tous ces défis. Un pays dont l'économie va attirer 20 milliards de dollars d'investissements cette année ; un pays qui est déjà le point de passage obligé pour le pétrole et pour le gaz, et qui est appelé à devenir un corridor vital pour l'acheminement des ressources énergétiques vers l'Europe. Un pays qui dispose de réseaux au Moyen-Orient, y compris en Syrie et en Iran, dont aucun autre membre de l'UE ne peut se targuer ; un pays qui a montré comment les valeurs islamiques pouvaient être des valeurs européennes ; un pays qui peut compter sur une main-d'œuvre jeune et bien formée ; un pays qui entretient des forces armées plus importantes que celles de tous les autres pays européens ; un pays qui a prouvé qu'il pouvait remporter de réels succès, en collaborant avec l'Union européenne dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, l'immigration clandestine et les trafics de toutes sortes.

Mieux, ce pays veut aider l'Europe à relever tous ces défis. Que faire ?

De deux choses l'une : soit nous l'encourageons, nous l'aidons à poursuivre ses réformes politiques et économiques, en reconnaissant ses acquis tout en insistant sur la nécessité pour lui de remplir les conditions préalablement fixées. En dix ou quinze ans, nous pourrions nous en rapprocher progressivement jusqu'à ce qu'il soit en mesure de devenir membre de l'UE. Soit, après avoir affirmé que telle était notre volonté, nous changeons d'avis et lui tournons le dos. Nous effaçons les résultats d'un processus de réforme sans précédent, nous élevons de nouvelles barrières et affirmons haut et fort que jamais il ne sera « des nôtres ». Ce faisant, non seulement nous annulons purement et simplement les éventuels bénéfices d'un rapprochement, mais nous mettons en danger la coopération existante.

Un choix évident, semble-t-il. Mais pas si évident que cela pour certains, quand il s'agit de la Turquie. Peut-être diront-ils que ceux d'entre nous qui veulent un autre élargissement voient la vie en rose. Nombreux ont été ceux qui croyaient que l'élargissement de 2004 était voué à l'échec, parce que trop ambitieux et venant trop tôt. Or il a constitué un succès remarquable. Tout comme l'ont été les précédents élargissements réussis.

La Turquie et les pays de l'ouest des Balkans sont-ils différents ? Oui et non. Ce n'est pas la première fois que nous avons à prendre une décision aussi grave. Accueillir les anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale fut un pas sans précédent. Tant la Turquie que les Balkans constituent des défis spécifiques, ce qui explique que le processus d'adhésion les concernant soit le plus rigoureux jamais mis sur pied. Mais une fois les conditions d'adhésion établies et le processus enclenché, nous devons montrer que l'UE satisfait à ses engagements ; qu'elle en reste aux conditions préétablies et n'en formule pas de nouvelles ; qu'elle ne donne pas des prix de consolation.

La Turquie doit remplir ses obligations vis-à-vis de l'UE. Puisqu'elle n'ouvre pas ses ports et ses aéroports aux bateaux et aux avions chypriotes, l'UE a raison de riposter. Mais la Grande-Bretagne estime que cette riposte doit être proportionnée et conçue de manière que la Turquie remplisse totalement ses obligations. Faire en sorte que le processus d'adhésion se poursuive, que la Turquie maintienne son dialogue avec l'Europe et que le gouvernement turc recherche une solution à la question chypriote est la seule manière d'amener un changement en Turquie et d'assurer la sécurité de Chypre.

Alors, ne nous trompons pas : si nous repoussons la Turquie, nous nous retrouverons avec une Union européenne appauvrie, amoindrie et moins sûre.

*Traduit de l'Anglais par **Maribel Bahía**.*

**Margaret Royston Beckett** (born 15 January 1943) is a **British Labour Party politician** who currently is MP for Derby South and, since May 6, 2006, the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs ; the first woman to hold this position in the British Cabinet and only the second woman to hold one of the four Great Offices of State (after Margaret Thatcher, who served as Prime Minister). She is also only the second woman to serve as Leader of a major party in the UK as she briefly headed the Labour Party after the sudden death of John Smith.